SUPPLÉMENT AU DROIT DES NATIONS.

J'AI commencé mon Ouvrage par des épigraphes tirées de M. de Monteſquieu & de M. Necker, je le finirai par des extraits pris des mêmes Auteurs; cela ſeul peut donner quelque prix à mon travail.

Beaucoup de gens ſe lamentent ſur l'agitation dans laquelle ils voient toute la France; cette agitation annonce, d'un côté, l'amour de la liberté & la connoiſſance des droits du genre humain; de l'autre, un intérêt particulier d'ambition, de domination, & le deſir de conſerver des privileges oppreſſifs de ces mêmes droits. Si le peuple vouloit encore ſe laiſſer écraſer ſans réſiſtance; s'il étoit aſſez ignorant, aſſez avili pour ne pas faire entendre ſa voix, la voix de l'intérêt général au milieu de tant d'intérêts particuliers, il n'y auroit point d'agitation, tout ſeroit tranquille; mais ce ſeroit la tranquillité de la mort.

Oppoſons Monteſquieu à ceux qui ſe plaignent tant de cette agitation, *de cet eſprit d'inquiétude, qui ſemble avoir ſoufflé ſur toute l'étendue du Royaume,*

« Carthage périt parce que, lorsqu'il fallut » corriger les abus, elle ne put souffrir la main » de son Annibal même ; Athenes tomba parce » que ses erreurs lui parurent si douces, qu'elle » ne voulut pas en guérir ; & de nos jours les » Républiques d'Italie, qui se vantent de la per- » pétuité de leur Gouvernement, ne devroient » se vanter que de la perpétuité de leurs abus.

» Le Gouvernement d'Angleterre est plus sage, » parce qu'il y a un Corps qui l'examine conti- » nuellement, & s'examine continuellement » lui-même : telles sont les erreurs, qu'elles ne » sont jamais longues, & qu'elles sont souvent » utiles par l'esprit d'attention qu'elles donnent » à la Nation.

» En un mot, un Gouvernement *libre* (*c'est-à-* » *dire toujours agité*) ne saurait se *maintenir libre*, » s'il n'est, par ses propres Loix, capable de » correction (1).

» Ce qu'on appelle union dans un Corps poli- » tique, est une chose très-équivoque. La vraie, » est une union d'harmonie, qui fait que toutes les » parties, quelque opposées qu'elles nous pa- » raissent, concourent au bien général de la

(1) Montesquieu, Grandeur & décadence des Romains, chap. 10.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

» ſociété, comme des diſſonances dans la muſique » concourent à l'accord total ; il peut y avoir de » l'union dans un état où l'on ne croit voir que » du trouble, c'eſt-à-dire, une harmonie d'où » réſulte le bonheur, qui ſeul eſt la véritable » paix.

» Mais, dans l'accord du deſpotiſme, il y a » toujours une diviſion réelle. Si le Laboureur, » le Magiſtrat, l'Homme de guerre, le Négo- » ciant, le Noble ſont unis, c'eſt parce que les » uns apprennent les autres ſans réſiſtance ; & » ſi l'on croit y voir de l'union, ce ne ſont pas » des Citoyens unis, *ce ſont des corps morts, en- » ſevelis les uns à côté des autres* (1).

» Voici une étrange contradiction de l'eſprit » humain ; les Miniſtres de la Religion, chez » les premiers Romains, n'étant pas exclus des » charges de la ſociété civile, s'embarraſsèrent » peu de ſes affaires ; lorſque la Religion Chré- » tienne fut établie, les Eccléſiaſtiques qui, par » cette Religion même, étaient exclus des affaires » du monde, s'en mêlèrent, mais avec quelque » modération : mais lorſque, dans la décadence » de l'empire, les Moines furent le ſeul Clergé, » ces gens, deſtinés par une profeſſion plus par-

(1) Monteſquieu, idem, ch. 11.

» ticulière encore à fuir & à craindre les affaires,
» embraſsèrent toutes les occaſions d'y avoir
» part; ils ne ceſsèrent de faire du bruit par-tout
» & d'agiter ce monde qu'ils avoient fait vœu
» de quitter; les conſeils des Princes furent rem-
» plis de moines, & les aſſemblées de la Nation
» en furent preſque compoſées (1).

M. Necker (2) répond à une objection que j'ai entendu faire par beaucoup de gens contre la conſtitution Angloiſe; mais c'eſt dans un autre ſens que cette objection eſt priſe par M. Necker: elle eſt faite pour juſtifier l'énormité des impôts en France. « Ici j'entends, dit-il, un diſcours » trop commun : *les peuples, pour ſentir leur bon-* » *heur, n'ont qu'à tourner leurs regards vers l'Angle-* » *terre; l'on y paie autant d'impôts qu'en France.* » Après avoir répondu à cette objection par les plus ſolides raiſonnemens, après avoir fait la différence qu'il y a à cet égard *entre une Nation* qui diſpoſe *de la fortune publique, comme un particulier fait uſage de la ſienne propre*, & une Nation *qui ne participe d'aucune manière aux délibérations qui l'intéreſſent; entre les ſacrifices exigés des peuples par la ſeule volonté d'un Monarque, & ceux qu'une*

(1) Monteſquieu, idem, ch. 22.
(2) Des Finances de France, tom. 1, ch. 2.

Nation s'impoſe à elle-même ſur des objets communs dont elle eſt juge. Après avoir démontré qu'*en Angleterre les impôts portent ſur les riches principalement, ce qui n'eſt pas poſſible quand ils ne ſont pas impoſés par la Nation elle même; car les droits devant être infiniment diverſifiés pour atteindre tous les objets de luxe & de grande aiſance, le pouvoir le plus abſolu, ſans le ſecours de l'opinion, ne ſauroit communiquer aux agens du fiſc la force néceſſaire pour lutter, dans chaque partie, contre les perſonnes qui en impoſent par leur état.*

Enfin, après avoir diſcuté cette queſtion intéreſſante avec la ſagacité, le diſcernement, la préciſion & la clarté qui diſtinguent les Ecrits de ce grand Homme, il finit par avouer que les impôts ſont cependant parvenus en Angleterre à un point exceſſif. « Mais les impôts de l'An-» gleterre, fuſſent-ils plus onéreux encore, ce » ſpectacle devroit-il rendre indifférent à l'éten-» due des impôts de France ? Eſt-ce par leurs » défauts ou par leurs malheurs que les états doi-» vent ſe comparer, ou chercher à s'imiter ? » Ce ſerait une ſingulière manière de juſtifier » tous les déſordres, que d'oppoſer ſéparément » chaque partie d'une vaſte adminiſtration à » quelqu'autre plus vicieuſe qu'on découvrirait » ailleurs. Ainſi, les impôts ruineux d'un pays

» détourneraient l'attention de l'excès des tributs » dans une autre contrée; ainſi les vexations des » Bachas aideraient à ſe calmer ſur l'arbitraire de » la taille ou des corvées; ainſi, la vente des Noirs » rendrait indifférent à l'eſclavage de la main- » morte; ainſi, peut-être encore, les muets de » Conſtantinople conſoleraient des autres abus » de l'autorité; les autodafés de Lisbonne, des » actes moins rigoureux d'intolérance; & le » ſcalpel des Iroquois, de toutes les horreurs » de la guerre.

» Certes, de tels raiſonnemens rendraient » l'adminiſtration bien facile, & il ne faudrait » pas une grande érudition pour ſe trouver con- » tent de ſoi-même, & pour devenir indifférent » à tous les projets d'amélioration. Mais ce n'eſt » point ainſi qu'on doit meſurer les devoirs des » Gouvernemens; il faut bien plutôt chercher » ce qui eſt le mieux par-tout, & s'efforcer d'en » approcher. Alors, chez les Anglais, ce ne ſe- » rait ni leurs impôts exceſſifs, ni leurs paris, ni » leurs jockeis que l'on voudrait imiter; alors » on y remarquerait & ces inſtitutions tuté- » laires qui aſſurent au plus haut degré la liberté » civile, & cette main ſecourable que la Loi » tend aux accuſés, & ce crédit immenſe qui ſe » ſoutient au milieu des plus grandes agitations,

» & cette réunion d'efforts dans l'adverſité, &
» ce patriotiſme ſans chimère & ſans illuſion,
» & cette influence de la Nation ſur ceux qui
» gouvernent, & ce reſpect qu'on eſt forcé
» d'avoir pour elle, & tant d'autres effets en-
» core d'une conſtitution qui, preſque ſeule
» dans l'Univers, conſerve à l'homme iſolé ſa
» force & ſa dignité, & à la ſociété ſa puiſ-
» ſance ».

827

L'ÉTONNEMENT PATRIOTIQUE, SUR LE RAPPORT INUTILE, RÉSULTAT.